

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONDS POUR L'APPLICATION
DES NORMES ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 INTRODUCTION

1.1. Le présent document fournit une brève mise à jour concernant les travaux du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) depuis la réunion précédente du Comité, tenue en juin 2022. Les délégués sont invités à consulter le [site Web du STDF](#) pour prendre connaissance des travaux et des activités du STDF et se familiariser avec ceux-ci, à télécharger des notes d'information et d'autres publications et à s'abonner à sa liste de diffusion pour recevoir des mises à jour régulières.

1.2. Le STDF sert de plate-forme mondiale pour le dialogue et l'apprentissage sur le renforcement des capacités SPS; de plus le STDF finance l'élaboration et la mise en œuvre de projets collaboratifs et innovants dans le domaine SPS. Le Groupe de travail du STDF réunit et relie des partenaires, des donateurs et des bénéficiaires du STDF et leur permet de partager leurs travaux et d'en tirer des enseignements, ce qui contribue à diffuser et à répandre plus largement les bonnes pratiques en matière de renforcement des capacités SPS, et à influencer sur elles. Sa prochaine réunion, présidée par Mme Kelly McCormick, de l'Agence des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis, aura lieu du 29 novembre au 1^{er} décembre 2022.

2 ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

2.1. Le STDF publiera prochainement le rapport final d'une évaluation externe de l'égalité hommes-femmes dans ses travaux. Cette évaluation a été commandée afin de déterminer comment (et dans quelle mesure) l'égalité hommes-femmes était traitée et intégrée dans l'ensemble des travaux du STDF et d'obtenir de grandes constatations et conclusions ainsi que des recommandations pratiques pour améliorer l'intégration à l'avenir. Le rapport constate un faible niveau de sensibilisation aux incidences liées à l'égalité hommes-femmes des mesures SPS dans l'ensemble du partenariat du STDF, ce qui limite l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans les processus du STDF et ses activités de renforcement des capacités. Bien que le STDF ait pris des mesures pour intégrer l'égalité hommes-femmes dans ses secteurs d'activité, comme en témoignent les résultats de certains de ses projets, le rapport conclut qu'il faudrait faire davantage pour améliorer l'intégration et obtenir de meilleurs résultats en matière d'inclusion. Le Groupe de travail discutera bientôt de la suite à donner à cette évaluation et une séance visant à présenter les constatations, recommandations et enseignements clés de l'évaluation aux délégués SPS est prévue en 2023.

3 ACTIVITÉS RÉCENTES DU STDF

3.1. Du 3 au 5 octobre, le STDF a organisé le [Forum de Vienne sur la sécurité sanitaire des aliments](#) conjointement avec l'ONUUDI et le Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche. L'activité intitulée "L'innovation fondée sur les données dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires" a rassemblé plus de 400 représentants de parties prenantes des secteurs public et privé d'une soixantaine de pays du monde entier. Les orateurs et participants ont fait part de leurs données d'expérience, de leurs résultats et de leurs difficultés dans l'utilisation d'approches

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

numériques et innovantes pour renforcer les pratiques relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, y compris les audits à distance, la certification électronique et les programmes d'assurance volontaire par des tiers, liées aux normes du Codex et aux travaux en cours/prévus par le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS). Des initiatives du STDF ont été présentées et discutées, y compris une [enquête mondiale](#) sur l'application de pratiques d'audit à distance en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, ainsi que les trois projets en cours du STDF qui expérimentent l'utilisation de programmes d'assurance volontaire par des tiers en [Afrique de l'Est](#) et [de l'Ouest](#) et en [Amérique centrale](#).

3.2. Le STDF a participé au [Forum public de l'OMC](#) du 27 au 30 septembre 2022 pour présenter un échantillon de miel bio de Nioué et de noix de cajou du Burkina Faso, ainsi que des publications et des notes d'information, et pour donner une interview sur son rôle à l'OMC.²

3.3. Les 21 et 23 septembre, le STDF a organisé deux [activités parallèles](#) à la Conférence internationale de la CIPV sur la santé des végétaux (IPHC). La première activité, en coopération avec le Conseil international des céréales, la Coalition internationale du commerce des céréales et la Fédération internationale des semences, a souligné l'importance d'un système commercial fondé sur des règles, et des capacités, pour favoriser la sécurité alimentaire dans le commerce international des céréales et des semences. La deuxième séance, à laquelle ont participé le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds des amis de LadyAgri et d'autres partenaires et bénéficiaires, a porté sur le rôle de l'équité entre les sexes dans la sécurité du commerce des plantes et des produits d'origine végétale.

3.4. Le 5 septembre, le STDF et la Food Trade Coalition for Africa, hébergés par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), ont tenu une [activité parallèle](#) dans le cadre du Sommet du Forum africain sur la révolution verte (AGRF), intitulée "Driving Safe Food Trade in Africa". L'activité à laquelle ont participé des parties prenantes publiques et privées de toute l'Afrique a porté sur l'utilisation d'approches innovantes fondées sur des données probantes afin de mobiliser des investissements dans la sécurité sanitaire des produits alimentaires pour le commerce régional et a identifié des possibilités de solutions collaboratives pour soutenir la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

3.5. En juillet, le STDF a participé à l'Examen global de l'Aide pour le commerce de l'OMC. Il s'est joint à la Direction générale du trésor français pour tenir une [séance](#) le 28 juillet, intitulée "Improving quality along agri-food value chains in Africa for market access". La séance a rassemblé différentes parties prenantes qui ont partagé leurs expériences sur l'importance du respect des normes SPS dans les chaînes de valeur agroalimentaires, en soulignant les possibilités et les problèmes d'accès aux marchés. Une autre [séance](#) a été tenue le 27 juillet de concert avec la Banque mondiale et l'OMC sur la façon dont l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC pouvait aider à surmonter les retards aux frontières grâce à une meilleure connectivité entre les organismes présents aux frontières, en particulier les douanes et les organismes chargés des questions SPS.

4 TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE

4.1. Les travaux du STDF liés à la connaissance visent à identifier et à promouvoir les bonnes pratiques et à améliorer les résultats en matière de renforcement des capacités SPS. Certains de ces travaux se déroulent dans le cadre de groupes virtuels de professionnels, qui réunissent des parties prenantes pour des discussions approfondies sur des sujets embrassant les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale, de la préservation des végétaux et du commerce.

4.1 Partenariat public-privé (PPP)

4.2. De nombreux projets du STDF favorisent les [approches de PPP](#), en tirant parti des compétences et des ressources de divers acteurs du secteur privé pour un impact et une durabilité à plus long terme. La [plate-forme de partenariats d'assurance volontaire par des tiers](#), hébergée par l'ONUDI avec le STDF et l'IICA, soutient activement les PPP dans le cadre des projets pilotes du STDF sur l'assurance volontaire par des tiers en Afrique de [l'Est](#) et de [l'Ouest](#), et en [Amérique centrale](#). La

² Voir: <https://twitter.com/i/broadcasts/1mnxRqvyvbkX>.

plate-forme a tenu sa première réunion en présentiel à Vienne, réunion qui a été facilitée par Steve Wearne, Président de la Commission du Codex Alimentarius, en marge du Forum de Vienne sur la sécurité sanitaire des aliments. À la suite d'une évaluation interne des groupes de professionnels du STDF en 2022, les membres du [groupe de professionnels des PPP du STDF](#) se sont réunis en septembre pour discuter de la manière de renforcer leurs travaux et leur collaboration. Des [cas d'expérience de PPP](#) visant à renforcer les capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et/ou de préservation des végétaux, et à faciliter le commerce, peuvent être consultés sur le site Web du STDF.³

4.3. Les délégués qui souhaitent en savoir plus sur les travaux du STDF dans le domaine des PPP peuvent consulter le [site Web du STDF](#) ou contacter Mme Marlynne Hopper au secrétariat du STDF (marlynne.hopper@wto.org).

4.2 Bonnes pratiques réglementaires (BPR)

4.4. Les travaux du STDF sur les BPR donnent des orientations pour faire en sorte que les mesures SPS soient "adaptées aux objectifs" et qu'elles évitent de créer des obstacles non tarifaires. Le STDF encourage les délégués SPS à télécharger et à diffuser largement le [Guide du STDF](#) intitulé "Bonnes pratiques réglementaires pour améliorer les mesures SPS: Guide pratique" (également disponible en [français](#) et en [espagnol](#)). Le Guide indique comment utiliser les BPR (par exemple, les outils de bilan, les programmes réglementaires tournés vers l'avenir, les évaluations de l'impact réglementaire, les outils pour la transparence et la mobilisation, etc.) pour aider à concevoir, à élaborer et à examiner les mesures SPS (même lorsque les ressources sont limitées), et comprend des exemples et des données d'expérience nationales des pays ainsi que des liens vers des ressources pertinentes publiées par des partenaires du STDF.

4.5. Les délégués qui souhaitent en savoir plus sur les travaux du STDF dans le domaine des BPR peuvent consulter le [site Web du STDF](#) ou contacter Mme Marlynne Hopper au secrétariat du STDF (marlynne.hopper@wto.org).

4.3 Établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA).

4.6. Le cadre P-IMA est une approche fondée sur des faits visant à éclairer et améliorer les processus de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, ainsi qu'à mobiliser des ressources du secteur public, du secteur privé et/ou des donateurs en vue d'investissements dans le domaine SPS. Le cadre est actuellement appliqué au moyen de DEP dans plusieurs régions. Par exemple, en Arménie, ce cadre a récemment été utilisé par un groupe de réflexion local, le Ministère de l'économie et le secteur privé pour identifier des chaînes de valeur et des produits de base hautement prioritaires, ainsi que les ressources nécessaires pour se tourner vers de nouveaux marchés ([STDF/PPG/761](#)). Le STDF a également aidé le Ghana à établir des priorités en matière d'investissements pour mettre en œuvre sa nouvelle politique nationale de contrôle des aflatoxines dans l'alimentation humaine et animale (arachides, maïs et autres produits bruts et transformés) ([STDF/PPG/786](#)). De nouveaux travaux sont prévus début 2023 au Bangladesh pour améliorer la coordination et l'identification des ressources dans les secteurs de l'horticulture et de la pêche ([STDF/PPG/831](#)).

4.7. Les délégués qui souhaitent en savoir plus sur le cadre P-IMA peuvent consulter le [site Web du STDF](#) ou contacter Mme Roshan Khan (roshan.khan@wto.org) au secrétariat du STDF.

4.4 Certification SPS électronique (eCert)

4.8. Le STDF encourage et soutient la transition vers des systèmes SPS sans papier dans les pays en développement. Ces systèmes peuvent améliorer la traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, réduire les délais et les coûts du commerce et le nombre de certificats frauduleux, et instaurer un climat de confiance entre les partenaires commerciaux. Une évaluation externe du projet "ePhyto" du STDF ([STDF/PG/504](#)) est en cours. L'évaluation portera sur les résultats, l'impact et la durabilité du projet et tirera les principales constatations, recommandations

³ Voir: <https://standardsfacility.org/fr/cas-dexp%C3%A9rience-de-partenariats-public-priv%C3%A9-ppp>.

et leçons pertinentes pour les travaux futurs dans ce domaine. Elle examinera également les travaux sur la certification électronique dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la protection vétérinaire, y compris le projet "eVet" du STDF ([STDF/PG/609](#)). Le rapport final sera communiqué au premier semestre de 2023.

4.9. Les délégués qui souhaitent en savoir plus sur les travaux du STDF dans ce domaine peuvent consulter le [site Web du STDF](#) ou contacter M. Simon Padilla au secrétariat du STDF (simon.padilla@wto.org).

5 FINANCEMENT

5.1. Depuis sa création, le STDF a consacré 65% de ses ressources allouées à des projets aux pays les moins avancés (PMA) et aux autres pays à faible revenu (APFR), dépassant son objectif de consacrer au moins 40% de ses ressources à ces pays. Au total, 48% des projets du STDF et des dons pour l'élaboration des projets (DEP) concernent l'Afrique, 25% l'Asie et le Pacifique, 17% l'Amérique latine et les Caraïbes et 1% d'autres régions (Moyen-Orient et Europe). Enfin, 9% de l'ensemble des projets du STDF et des DEP sont classés dans la catégorie des projets mondiaux, bénéficiant ainsi à tous les pays en développement. Un aperçu des projets en cours, des DEP et des bénéficiaires figure à **l'annexe 1**.

5.1 Élaboration de projets

5.2. Le STDF fournit des conseils et un soutien en ce qui concerne les questions relatives à l'élaboration de projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration des projets (DEP). Des DEP pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) l'application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) la réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) l'élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financés par d'autres donateurs et/ou par le STDF.

5.3. Au total, **120 demandes de DEP** ont été approuvées par le STDF depuis sa création. Des renseignements concernant l'ensemble des DEP en cours et passés peuvent être consultés sur le site Web du STDF.⁴

5.2 Mise en œuvre de projets

5.4. Le financement de projets est également disponible auprès du STDF. Le Groupe de travail du STDF considère d'un œil favorable les projets visant: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) l'application d'approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds soit par des contributions en nature (telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants).

5.5. Au total, **111 demandes de DEP** ont été approuvées par le STDF depuis sa création. Des renseignements sur tous les projets en cours et les projets achevés peuvent être consultés sur son site Web.⁵ Certains projets achevés du STDF font l'objet d'une évaluation *a posteriori* indépendante conformément aux directives d'évaluation du STDF.⁶

⁴ Voir: <https://standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>.

⁵ Voir: <https://standardsfacility.org/fr/projectgrants>.

⁶ Voir:

https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_214_Evaluation_Guidelines_2021_Final.pdf.

5.3 Comment présenter une demande de financement?

5.6. Un financement du STDF peut être demandé à tout moment dans l'année, mais les demandes doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **24 février 2023**. De plus amples renseignements sur ce système, les critères d'admissibilité, etc. sont disponibles sur son site Web.

MARCHE À SUIVRE RECOMMANDÉE:

1. Consultez les pages Web ci-après pour obtenir des renseignements (objectifs, critères d'admissibilité, etc.):

<https://standardsfacility.org/fr/financement>

2. Consultez des exemples de projets antérieurs:

- DEP: <https://standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>
- Réalisation de projets: <https://standardsfacility.org/fr/projectgrants>

3. Lisez attentivement la note d'orientation pour la présentation de demandes:

https://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_Rev.Feb-22_FR.docx

4. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.

5. Envoyez une brève note descriptive sur le projet envisagé pour obtenir des renseignements sur son admissibilité et ses chances de financement (STDFSecretariat@wto.org).

6. Remplissez un formulaire de candidature et envoyez-le par voie électronique avant la date limite:

- DEP: https://wto.formstack.com/forms/ppq_application_fr
- Réalisation de projets: https://wto.formstack.com/forms/pg_application_fr

ANNEXE 1

ÉTAT ACTUEL DES PROJETS DU STDF ET DES DONNS POUR
L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

1 PROJETS NATIONAUX ET DEP

Pays	Référence STDF et hyperlien	Intitulé du projet/du DEP
Arménie	STDF/PPG/761	Appliquer le cadre P-IMA pour promouvoir l'exportation de produits agricoles
Bangladesh	STDF/PPG/831	Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS au Bangladesh
Bhoutan	STDF/PPG/734	Renforcement des capacités d'inspection et de contrôle à la frontière des végétaux, des animaux et de leurs produits
Burkina Faso	STDF/PG/566	Réduction de la contamination du maïs par les aflatoxines
Burundi	STDF/PPG/773	Évaluation des besoins SPS des acteurs privés et publics du secteur horticole du Burundi
Cameroun	STDF/PG/593	Amélioration de la situation sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja
Équateur	STDF/PPG/709	Application de l'outil P-IMA en Équateur
Éthiopie	STDF/PG/477	Amélioration des capacités sanitaires pour la facilitation des exportations de bétail
Ghana	STDF/PPG/786	Soutien à la mise en œuvre de la politique nationale de contrôle de l'aflatoxine dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux au moyen du cadre P-IMA
Guinée	STDF/PG/498	Renforcement du système phytosanitaire
Îles Salomon	STDF/PG/521	Renforcement de la capacité des laboratoires pour soutenir les exportations de poissons
Inde	STDF/PG/517	Renforcement de la chaîne de valeur des épices et amélioration de l'accès aux marchés
Jamaïque	STDF/PG/759	Renforcer les capacités de la chaîne de valeur du poivre en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour accéder aux marchés d'exportation stratégiques
Mali	STDF/PG/611	Promotion des normes et codes d'usages du Codex Alimentarius notamment dans la filière poisson fumé
Mongolie	STDF/PG/534	Projet pilote concernant une version améliorée du système d'identification et d'enregistrement des animaux
Nigéria	STDF/PPG/817	Évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP) pour améliorer les systèmes phytosanitaires du Nigéria
Ouganda	STDF/PG/543	Renforcer la capacité du secteur des fruits et légumes de respecter les prescriptions phytosanitaires de l'UE
Ouganda	STDF/PPG/847	Gestion durable des aflatoxines dans le maïs au moyen d'une approche systémique en Ouganda
Ouganda	STDF/PPG/846	Comparaison des techniques de traitement post-récolte des fruits et légumes frais en Ouganda pour réduire l'incidence des organismes nuisibles
Papouasie-Nouvelle-Guinée	STDF/PG/553	Développement du commerce du cacao
Pérou	STDF/PPG/767	Étude de faisabilité sur l'application du zonage en tant que moyen de contrôle des maladies infectieuses dans le secteur de l'aquaculture
Philippines	STDF/PPG/722	Expérimenter l'utilisation de l'évaluation de l'impact de la réglementation dans le secteur de l'agriculture et de la pêche
République kirghize	STDF/PG/569	Renforcer les capacités de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires de la filière des fruits et légumes
Sénégal	STDF/PG/672	Conformité aux normes sanitaires pour améliorer la sécurité sanitaire des crustacés et stimuler l'accès aux marchés
Soudan	STDF/PG/435	Amélioration de la chaîne de valeur du sésame
Tadjikistan	STDF/PG/447	Amélioration de la sécurité sanitaire du miel et des abricots pour stimuler les exportations
Togo	STDF/PG/375	Renforcement du système SPS
Zambie	STDF/PG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires de la Zambie pour l'exportation de végétaux
Zambie	STDF/PPG/789	Renforcer les capacités phytosanitaires des petits commerçants qui pratiquent le commerce transfrontières en Zambie

2 PROJETS RÉGIONAUX ET DEP

Région/pays	Référence STDF et hyperlien	Intitulé du projet/du DEP
Afrique		
Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie	STDF/PG/807	Lutte contre les cochenilles dans les fruits frais en Afrique de l'Est
Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	STDF/PG/694	Renforcer les échanges par le biais de l'harmonisation réglementaire et de la réduction des résidus par l'utilisation de biopesticides dans la région de la SADC
Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	STDF/PPG/770	Contrôle volontaire de la qualité des produits alimentaires en Afrique de l'Ouest au moyen de la numérisation
Burundi, Éthiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	STDF/PPG/809	Approche régionale de lutte contre les organismes de quarantaine envahissants affectant les pommes de terre
Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Tchad	STDF/PPG/768	Harmonisation de la législation phytosanitaire en Afrique centrale
Afrique du Sud, Eswatini, Lesotho, Namibie	STDF/PPG/765	Mise en place d'un laboratoire mobile accrédité ISO 17025 pour les essais de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans la région de la SADC
Mali, Sénégal	STDF/PG/665	Expérimentation de l'utilisation d'un programme volontaire d'assurance par des tiers en Afrique aux fins de l'amélioration des résultats en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour la santé publique et le commerce
Afrique du Sud, Mozambique	STDF/PG/567	Établissement et maintien de zones de production fruitière exemptes et à faible prévalence de mouches des fruits
Ouganda, Rwanda	STDF/PG/842	Mise à l'essai d'un programme volontaire d'assurance par des tiers en Afrique de l'Est pour améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les secteurs de l'horticulture et de la pêche
Asie et Pacifique		
Bangladesh, Cambodge, Népal, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam	STDF/PG/755	Renforcement de la conformité phytosanitaire pour stimuler le commerce des semences dans la région Asie-Pacifique
Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Népal, République démocratique populaire lao, Sri Lanka	STDF/PG/634	Limiter les résidus de pesticides en Asie par la promotion des biopesticides et améliorer les possibilités commerciales
Cambodge, République démocratique populaire lao, Viet Nam	STDF/PG/619	Des épices plus sûres: stimuler la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'accès aux marchés pour la chaîne de valeur des grains de poivre
Cambodge, Myanmar, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam	STDF/PPG/755	Renforcer le commerce des semences dans la région Asie-Pacifique grâce à la conformité phytosanitaire et aux partenariats public-privé
Cambodge, Philippines, République démocratique populaire lao, Viet Nam	STDF/PG/798	Améliorer la biosécurité des porcins et la lutte contre la peste porcine africaine
Amérique latine et Caraïbes		
Argentine, Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine	STDF/PG/753	Atténuation des résidus de pesticides en Amérique latine grâce aux biopesticides
Belize, du Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	STDF/PG/495	Accréditation de tests de dépistage de maladies animales
Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou	STDF/PG/838	Renforcement de la surveillance régionale des organismes nuisibles, contrôle des exploitations bananières dans la Communauté andine

Région/pays	Référence STDF et hyperlien	Intitulé du projet/du DEP
Belize, Honduras	STDF/PG/682	Expérimentation de l'utilisation d'un programme d'assurance par des tiers en Amérique centrale aux fins de l'amélioration des résultats en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour la santé publique et le commerce
Pays de la CARICOM	STDF/PPG/733	Expérimenter l'utilisation du P-IMA dans la région de la CARICOM
Colombie, Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Panama	STDF/PPG/716	Renforcement des capacités d'analyse des risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires en Amérique latine
Colombie, Équateur, Pérou (et Trinité-et-Tobago)	STDF/PG/577	Amélioration de la coordination pour appuyer la gestion des niveaux de cadmium dans le cacao en Amérique latine et dans les Caraïbes
Colombie, Équateur	STDF/PG/681	Améliorer les capacités institutionnelles de réduire les obstacles au commerce liés à la teneur élevée en cadmium du cacao
Haïti, République dominicaine	STDF/PG/751	Renforcer le système phytosanitaire et de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les principales chaînes de valeur
Mondiaux		
Tous les pays en développement	STDF/PPG/782	Pratiques d'inspection à distance en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour l'amélioration du commerce

3 ÉVALUATIONS (EN COURS)

Pays	Référence STDF et hyperlien	Nom du projet
Argentine, Brésil, Chili, État plurinational de Bolivie, Paraguay, Pérou et Uruguay	STDF/PG/502	Mise en œuvre de mesures phytosanitaires pour élargir l'accès aux marchés
Pays en développement	STDF/PG/504	ePhyto: Renforcer la sûreté du commerce des plantes et des produits d'origine végétale
Pays en développement	STDF/PG/609	Faciliter la certification vétérinaire électronique au moyen d'un service de quichet unique